

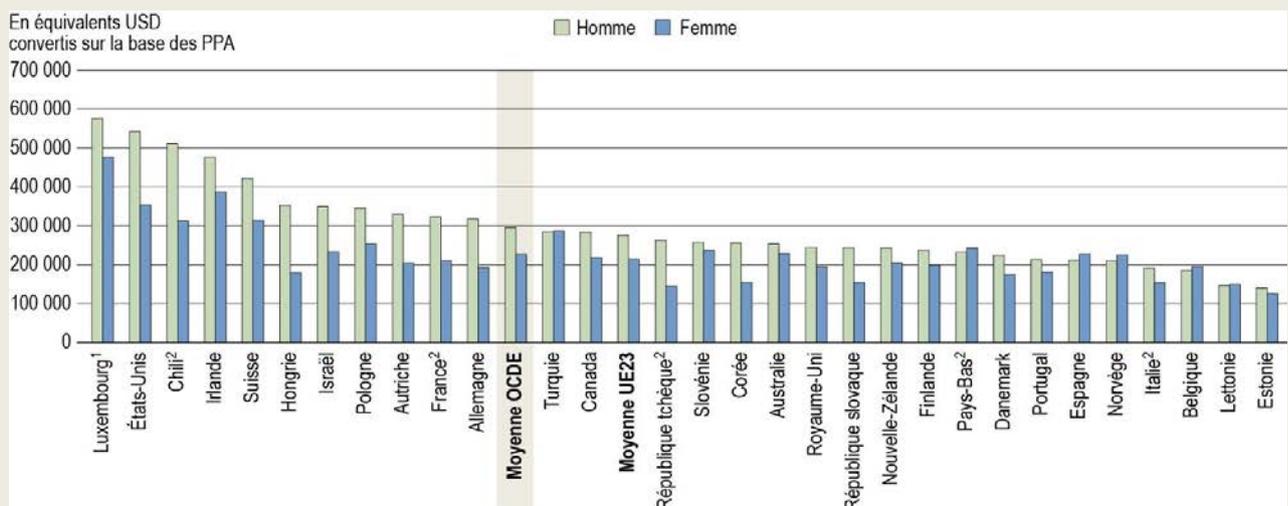
# Indicateur A5. Quels sont les facteurs financiers qui incitent à investir dans l'éducation ?

## Faits marquants

- Le rendement privé de l'investissement dans l'enseignement tertiaire est considérable : les diplômés de l'enseignement tertiaire sont plus susceptibles que ceux qui ne sont pas diplômés de ce niveau d'enseignement de travailler et d'être mieux rémunérés.
- L'éducation est rentable non seulement pour les individus, mais aussi pour les comptes publics qui profitent des niveaux plus élevés de recettes fiscales et de cotisations sociales versés par les diplômés de l'enseignement tertiaire.
- Dans les pays de l'OCDE, les hommes investissent de l'ordre de 45 100 USD (coûts directs et manque à gagner) en moyenne dans l'obtention d'un diplôme tertiaire, et les femmes, de l'ordre de 34 800 USD. Car les hommes tendent à afficher des rémunérations et des taux d'emploi supérieurs, leur bénéfice total est également plus élevé pendant leur carrière : ils touchent 341 000 USD, contre 262 400 USD pour les femmes.

### Graphique A5.1. Rendement financier privé net de l'obtention d'un diplôme de l'enseignement tertiaire chez les individus de sexe masculin ou féminin (2016)

Par comparaison avec un niveau de formation du deuxième cycle du secondaire, en équivalents USD convertis sur la base des PPA pour le PIB ; les coûts et bénéfices à venir sont actualisés à un taux de 2 %



1. L'année de référence n'est pas 2016. Consulter le tableau source pour de plus amples informations.

2. Les résultats se basent sur les revenus nets des adultes diplômés de l'enseignement tertiaire (par comparaison avec les revenus nets des adultes diplômés du deuxième cycle de l'enseignement secondaire).

Les pays sont classés par ordre décroissant du rendement financier privé net pour un homme.

Source : OCDE (2019), tableaux A5.1a et A5.1b. Consulter la section « Source » pour tout complément d'information et l'annexe 3 pour les notes (<https://doi.org/10.1787/f8d7880d-en>).

## Contexte

Consacrer du temps et de l'argent aux études, c'est investir dans le capital humain. L'amélioration des débouchés sur le marché du travail (voir l'indicateur A3) et la perspective de revenus plus élevés (voir l'indicateur A4) sont des facteurs qui incitent fortement les individus à investir dans l'éducation et à retarder leur entrée dans la vie active. Le niveau de formation est plus élevé chez les femmes que chez les hommes (voir l'indicateur A1), mais ces derniers tirent un plus grand profit de leur investissement dans la poursuite de leurs études, sous la forme de meilleurs débouchés et de salaires plus élevés dans l'ensemble.

Les pays bénéficient également de l'élévation du niveau de formation de leur population au travers de l'augmentation des recettes fiscales et des cotisations sociales dès l'entrée des individus dans la vie active. Comme l'élévation du niveau de formation profite aux individus et aux pouvoirs publics, il est important d'analyser le rendement financier de l'éducation à la lumière d'autres indicateurs tels que les taux d'accès et de réussite des niveaux supérieurs d'enseignement (voir l'indicateur B5).

Cet indicateur n'aborde pas d'autres facteurs qui influent sur le rendement de l'éducation. Le rendement financier de l'éducation peut par exemple être affecté par le domaine d'études, la situation économique particulière des pays, le marché du travail et le cadre institutionnel ainsi que par des facteurs culturels et sociaux. En outre, les retombées de l'éducation ne sont pas uniquement financières, elles sont aussi économiques, comme l'accroissement de la productivité de la population, et sociales, comme la participation accrue des individus à des activités culturelles ou sportives (voir l'indicateur A6).

## Autres faits marquants

- Dans la plupart des pays de l'OCDE, le principal coût lié aux études tertiaires est le manque à gagner des étudiants et non les coûts directs tels que les frais de scolarité et de subsistance, et ce, même en prenant en considération les revenus des étudiants qui travaillent pendant leurs études supérieures.
- Le rendement privé de l'investissement dans l'éducation dépend du régime fiscal et du système de cotisations sociales des pays. À titre d'exemple, les impôts sur le revenu et les cotisations sociales représentent moins d'un quart du salaire brut d'un homme diplômé de l'enseignement tertiaire au Chili, en Corée et en Estonie, mais en représentent plus de la moitié en Belgique et aux Pays-Bas.
- Dans la quasi-totalité des pays dont les données sont disponibles, le rendement financier net, tant public que privé, d'une licence, d'un master ou d'un doctorat est supérieur au rendement d'une formation tertiaire de cycle court.

## Remarque

Cet indicateur fournit des informations sur les incitations à investir dans la poursuite des études compte tenu des coûts et des bénéfices, y compris le rendement financier net et le taux de rendement interne. Il analyse le choix entre deux options, à savoir poursuivre des études ou entrer dans la vie active. Cet indicateur porte sur deux scénarios : 1) investir dans l'obtention d'un diplôme de l'enseignement tertiaire au lieu d'entrer dans la vie active dès l'obtention d'un diplôme du deuxième cycle de l'enseignement secondaire ; et 2) investir dans l'obtention d'un diplôme du deuxième cycle de l'enseignement secondaire au lieu d'entrer dans la vie active sans ce diplôme (disponible en ligne).

Il prend en considération deux types d'investisseurs : 1) les individus qui décident de poursuivre leurs études compte tenu des coûts et de l'avantage salarial net que cela implique (le rendement « privé ») ; et 2) les pouvoirs publics qui décident d'investir dans l'éducation compte tenu des coûts et de l'augmentation de leurs recettes (fiscales) que cela implique (le rendement « public »).

Comme cet indicateur n'estime le rendement financier de l'investissement dans l'éducation que jusqu'à 64 ans, l'âge théorique du départ à la retraite, il ne tient pas compte des pensions de retraite. Les coûts directs de l'éducation présentés dans cet indicateur ne prennent pas en considération les prêts d'études.

Précisons que les valeurs indiquées dans cette édition de *Regards sur l'éducation* ne sont pas nécessairement comparables à celles publiées dans des éditions antérieures, car la méthodologie de cet indicateur est constamment affinée.

## Analyse

### **Facteurs financiers incitant les individus à investir dans l'enseignement tertiaire**

Dans les pays de l'OCDE, investir dans l'éducation est dans l'ensemble payant à long terme, tant pour les hommes que pour les femmes. Le gain sur lequel les individus peuvent tabler pendant toute leur carrière s'ils élèvent leur niveau de formation est supérieur au coût de leurs études à leur charge. Ce constat vaut pour l'enseignement tertiaire ainsi que pour le deuxième cycle de l'enseignement secondaire (voir le graphique A5.1, les tableaux A5.1a et b et les tableaux A5.4a et b, disponibles en ligne).

Dans les pays de l'OCDE, le rendement privé de l'obtention, par un homme, d'un diplôme tertiaire s'élève en moyenne à 295 900 USD. Chez les jeunes, les femmes tendent à être plus nombreuses que les hommes à suivre des études supérieures (voir l'indicateur A1), mais elles tendent aussi à ne pas bénéficier d'un rendement net aussi élevé à l'obtention d'un diplôme tertiaire. En moyenne, l'obtention d'un diplôme tertiaire procure aux femmes un rendement net de 227 600 USD, soit environ trois quarts du rendement que ce diplôme procure aux hommes (voir le graphique A5 1).

Le rendement financier privé de l'enseignement tertiaire est plus élevé chez les hommes que chez les femmes dans la plupart des pays de l'OCDE dont les données sont disponibles. La Belgique, l'Espagne, la Lettonie, la Norvège, les Pays-Bas et la Turquie sont les seuls pays où le rendement financier privé est plus élevé chez femmes que chez les hommes (voir les tableaux A5.1a et b). Dans ces pays, les femmes accusent toujours une rémunération et un taux d'emploi moins élevés que les hommes selon les chiffres de 2016 (voir la base de données de *Regards sur l'éducation*), mais elles retirent un plus grand avantage qu'eux de l'obtention d'un diplôme tertiaire, par comparaison avec un diplôme du deuxième cycle de l'enseignement secondaire. En d'autres termes, l'écart entre la rémunération et le taux d'emploi par niveau de formation est plus important chez les femmes que chez les hommes dans ces pays.

Le rendement généralement inférieur chez les femmes peut s'expliquer par plusieurs facteurs, notamment leur rémunération moins élevée, leur taux de chômage plus élevé, leur plus grande propension moyenne à travailler à temps partiel et leur domaine d'études différent de celui des hommes. L'offre de structures d'accueil et d'éducation de la petite enfance de qualité peut aussi influencer sur le taux d'emploi des femmes.

Le taux de rendement interne permet d'analyser le rendement de l'éducation sous un autre angle, car il évalue le taux d'intérêt réel auquel les coûts et bénéfices sont équivalents, c'est-à-dire le taux auquel un seul de rentabilité est atteint. Il peut être interprété comme le taux d'intérêt que l'investissement dans l'élévation du niveau de formation devrait rapporter aux individus chaque année durant leur carrière. En moyenne, dans les pays de l'OCDE, le taux de rendement interne de l'obtention d'un diplôme tertiaire s'établit à 17 % chez les hommes et à 21 % chez les femmes. Le taux de rendement interne supérieur chez les femmes reflète le fait que leur investissement initial dans l'élévation de leur niveau de formation est moins élevé (en termes de manque à gagner) (voir les tableaux A5.1a et b).

### **Coûts et bénéfices privés de l'enseignement tertiaire**

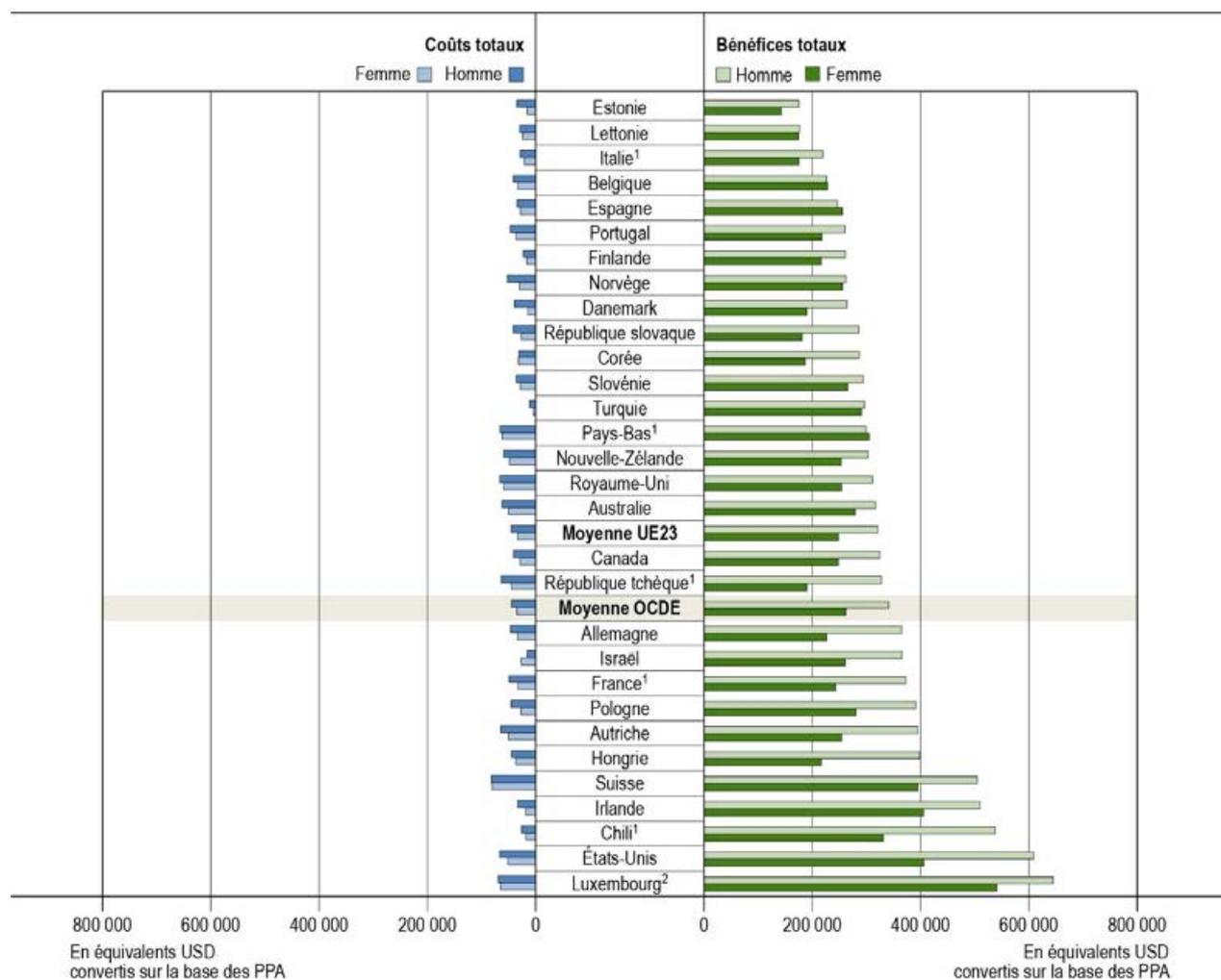
Le rendement financier privé net des individus correspond à la différence entre les coûts et les bénéfices associés à l'élévation de leur niveau de formation. Dans cette analyse, les coûts comprennent les coûts directs de l'investissement dans la poursuite des études et le manque à gagner durant les études ; et les bénéfices correspondent aux revenus du travail. Pour montrer l'impact de la fiscalité sur le bénéfice total, l'effet de l'impôt sur le revenu et l'effet des cotisations sociales sont également analysés (voir la section « Définitions »).

Les coûts privés totaux, qui sont composés des coûts directs et du manque à gagner, augmentent généralement avec l'élévation du niveau de formation. En moyenne, dans les pays de l'OCDE, le coût direct de l'investissement dans une formation tertiaire s'élève au total à 8 400 USD chez les hommes et chez les femmes. Toutefois, dans la plupart des pays, le manque à gagner, c'est-à-dire la rémunération que les individus auraient pu percevoir s'ils

n'avaient pas décidé de faire des études supérieures, est le poste de dépense le plus important. Il varie fortement entre les pays selon la durée de la formation, le niveau de salaire et les différentiels salariaux entre les niveaux de formation. Le modèle d'analyse tient également compte du fait que dans de nombreux pays, il est courant que les étudiants travaillent pendant leurs études, ce qui réduit leur manque à gagner et le coût total de l'investissement dans l'élévation du niveau de formation. L'indicateur A6 publié dans l'édition de 2017 de *Regards sur l'éducation* (OCDE, 2017<sup>[1]</sup>) indique le taux d'emploi des étudiants et leur niveau de rémunération dans les pays membres et partenaires de l'OCDE.

### Graphique A5.2. Coûts et bénéfices privés de l'obtention d'un diplôme de l'enseignement tertiaire chez les individus de sexe masculin ou féminin (2016)

Par comparaison avec un niveau de formation du deuxième cycle du secondaire, en équivalents USD convertis sur la base des PPA pour le PIB ; les coûts et bénéfices à venir sont actualisés à un taux de 2 %



1. L'année de référence n'est pas 2016. Consulter le tableau source pour de plus amples informations.

2. Les résultats se basent sur les revenus nets des adultes diplômés de l'enseignement tertiaire (par comparaison avec les revenus nets des adultes diplômés du deuxième cycle de l'enseignement secondaire).

Les pays sont classés par ordre croissant des bénéfices privés totaux pour un homme.

Source : OCDE (2019), tableaux A5.1a et A5.1b. Consulter la section « Source » pour tout complément d'information et l'annexe 3 pour les notes (<https://doi.org/10.1787/f8d7880d-en>).

StatLink  <https://doi.org/10.1787/88893397220>

Chez les hommes, le manque à gagner associé à l'obtention d'un diplôme tertiaire va de moins de 10 000 USD en Israël et en Turquie, à près de 70 000 USD en Suisse. Parmi tous les pays de l'OCDE dont les données sont disponibles, c'est en Suisse que les coûts privés totaux, c'est-à-dire la somme des coûts directs et du manque à gagner, sont les plus élevés, et en Turquie qu'ils sont les plus bas. Le coût privé total de l'obtention d'un diplôme tertiaire est plus de sept fois plus élevé en Suisse qu'en Turquie, tant chez les hommes que chez les femmes (voir les tableaux A5.1a et b).

Le graphique A5.2 montre que l'élévation du niveau de formation procure des bénéfices considérables aux individus, qui peuvent toutefois varier entre les hommes et les femmes selon la situation du marché du travail dans leur pays. En moyenne, l'obtention d'un diplôme de l'enseignement tertiaire procure un bénéfice total de 341 000 USD aux hommes, mais de 262 400 USD aux femmes. En d'autres termes, les hommes diplômés de l'enseignement tertiaire gagneront environ 2 000 USD de plus par an (par comparaison avec les hommes diplômés au plus du deuxième cycle de l'enseignement secondaire) que leurs homologues féminines en 40 ans de carrière. Cette différence s'explique essentiellement par la variation des rémunérations entre les sexes (voir l'indicateur A4), mais elle est également imputable aux taux d'inactivité et de chômage plus élevés des femmes (voir l'indicateur A3) (voir les tableaux A5.1a et b).

L'élévation du niveau de formation accroît certes les revenus du travail des individus tout au long de leur carrière, mais les bénéfices privés qu'elle leur procure dépendent aussi de la fiscalité et du système de cotisations sociales des pays (Brys and Torres, 2013<sup>[2]</sup>). À titre d'exemple, les impôts sur le revenu et les cotisations sociales représentent moins d'un quart du salaire brut d'un homme diplômé de l'enseignement tertiaire au Chili, en Corée et en Estonie, mais en représentent plus de la moitié en Belgique et aux Pays-Bas. Comme les femmes tendent à gagner moins, elles se situent souvent dans des tranches inférieures d'imposition. En Irlande et en Israël par exemple, les impôts sur le revenu et les cotisations sociales dus par les diplômés de l'enseignement tertiaire en fonction de leur salaire brut sont moins élevés de 10 points de pourcentage environ chez les femmes que chez les hommes (voir les tableaux A5.1a et b). Les impôts et les cotisations sociales sont également en rapport avec les régimes et les programmes de retraite, qui ne sont pas abordés dans cet indicateur.

### ***Facteurs financiers incitant les pouvoirs publics à investir dans l'enseignement tertiaire***

Les pouvoirs publics investissent massivement dans l'éducation (voir l'indicateur C3). D'un point de vue budgétaire, il est important de déterminer s'ils récupéreront les montants engagés, en particulier en temps d'austérité. Comme l'élévation du niveau de formation tend à se traduire par une augmentation des revenus (voir l'indicateur A4), les investissements dans l'éducation produisent un rendement public, puisque les diplômés de l'enseignement tertiaire paient plus de cotisations sociales et d'impôts sur le revenu. En moyenne, dans les pays de l'OCDE, le rendement public net de l'investissement pour chaque diplômé de l'enseignement tertiaire s'élève à 148 200 USD environ pour un homme, et à 77 300 USD pour une femme (voir le graphique A5.3).

Le rendement public net de l'investissement est étroitement lié au rendement privé. Les pays où le rendement de l'enseignement tertiaire est le plus élevé pour les individus sont aussi ceux où il est le plus élevé pour les pouvoirs publics (voir les graphiques A5.1 et A5.3). C'est le cas aux États-Unis, en Irlande et au Luxembourg, où le rendement financier net est très élevé, tant pour les individus que pour les pouvoirs publics.

Toutefois, les régimes fiscaux différents peuvent influencer sensiblement sur la mesure dans laquelle le rendement public suit le rendement privé. Au Chili par exemple, le rendement masculin privé de l'obtention d'un diplôme tertiaire est l'un des plus élevés mais le rendement public y est le deuxième le moins élevé, car le régime fiscal est tel que les impôts et les cotisations sociales dus sur les tranches supérieures de rémunération sont proportionnellement moins élevés (voir les tableaux A5.1a et A5.2a).

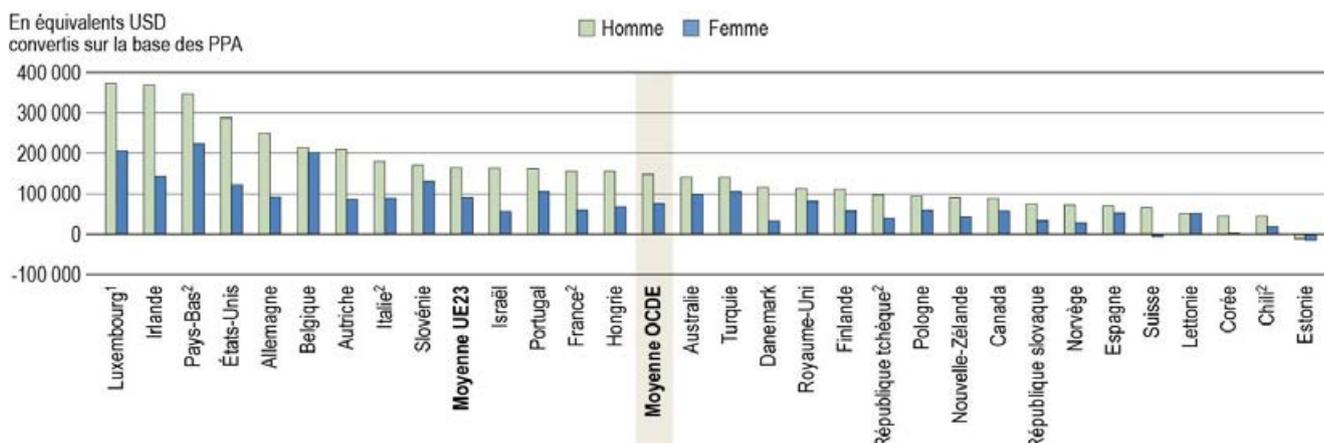
### ***Coûts et bénéfices publics de l'enseignement tertiaire***

Le rendement financier net est évalué sur la base de la différence entre les coûts et bénéfices associés à l'élévation du niveau de formation des individus. Dans cette analyse, les coûts comprennent les dépenses

publiques directes au titre de l'éducation et le manque à gagner fiscal. Les bénéfices sont calculés compte tenu des recettes fiscales et des cotisations sociales.

### Graphique A5.3. Rendement financier public net de l'obtention d'un diplôme de l'enseignement tertiaire chez les individus de sexe masculin ou féminin (2016)

Par comparaison avec un niveau de formation du deuxième cycle du secondaire, en équivalents USD convertis sur la base des PPA pour le PIB ; les coûts et bénéfices à venir sont actualisés à un taux de 2 %



1. Les résultats se basent sur les revenus nets des adultes diplômés de l'enseignement tertiaire (par comparaison avec les revenus nets des adultes diplômés du deuxième cycle de l'enseignement secondaire).

2. L'année de référence n'est pas 2016. Consulter le tableau source pour de plus amples informations.

Les pays sont classés par ordre décroissant des rendements publics totaux pour un homme.

Source : OCDE (2019). Tableaux A5.2a. et A5.2b. Consulter la section « Source » pour tout complément d'information et l'annexe 3 pour les notes (<https://doi.org/10.1787/f8d7880d-en>).

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888933977239>

Pour les pouvoirs publics, les coûts directs (y compris les bourses versées aux étudiants) représentent la plus grande partie du coût public total de l'enseignement tertiaire, même si les prêts d'études ne sont pas pris en considération dans cet indicateur. Ce constat vaut particulièrement pour des pays comme le Danemark, la Finlande et la Norvège, où les étudiants s'acquittent de frais de scolarité minimales, voire nuls, et où ils bénéficient d'aides publiques généreuses s'ils font des études supérieures (voir l'indicateur C5). Les pays où les coûts directs sont élevés sont aussi ceux où le coût public total est le plus élevé ; le coût public total est par exemple supérieur à 100 000 USD pour les hommes au Danemark, au Luxembourg, en Norvège et en Suisse. Par contraste, c'est au Chili que le coût public total est le moins élevé de tous les pays de l'OCDE (environ 10 000 USD pour les hommes et les femmes). En moyenne, dans les pays de l'OCDE, le coût public de l'obtention par un individu d'un diplôme tertiaire s'élève au total à 58 100 USD pour un homme, et à 54 100 USD pour une femme (voir les tableaux A5.2a et b).

Les pouvoirs publics compensent le coût direct de l'investissement et le manque à gagner fiscal associés à l'élévation du niveau de formation par les recettes fiscales et les cotisations sociales plus élevées des travailleurs qui sont souvent mieux rémunérés puisqu'ils sont plus instruits. En moyenne, le bénéfice public de l'obtention d'un diplôme tertiaire s'élève au total à 206 300 USD pour un homme, et à 131 400 USD pour une femme (voir les tableaux A5.2a et b).

Le bénéfice public total varie entre les sexes, essentiellement car hommes et femmes ne sont pas logés à la même enseigne sur le marché du travail. Ce constat donne à penser que les gouvernements pourraient prendre des mesures en vue de favoriser l'entrée des femmes sur le marché du travail et d'accroître leur taux d'emploi.

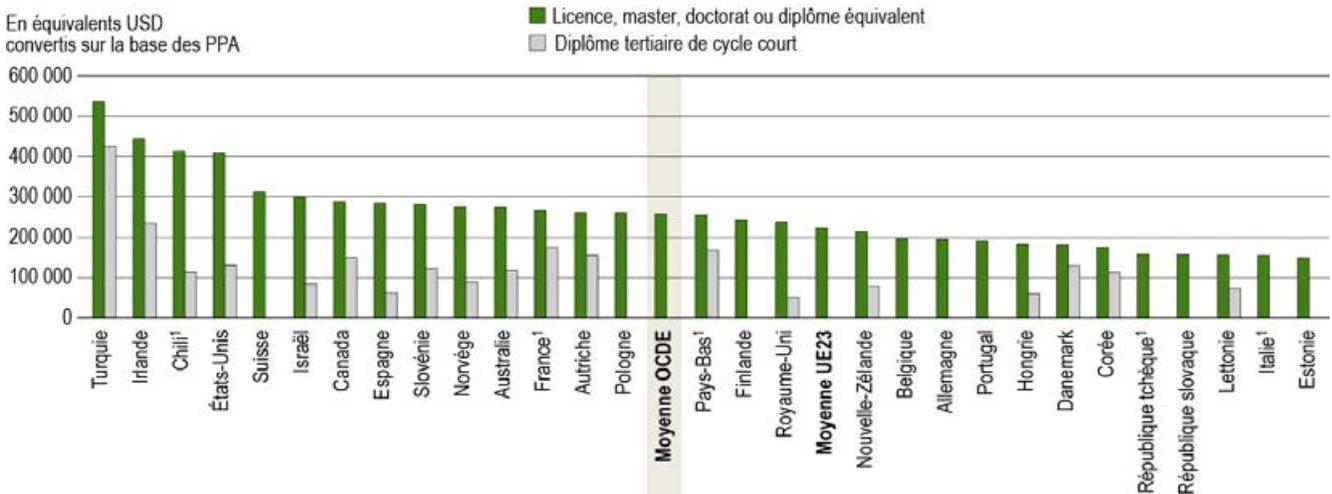
En moyenne, le bénéfice public total de l'investissement dans l'obtention d'un diplôme de l'enseignement tertiaire est environ 57 % plus élevé pour un homme que pour une femme. Parmi les pays de l'OCDE, c'est en Irlande, au Luxembourg et aux Pays-Bas que le rendement public total de l'investissement dans l'obtention d'un diplôme de l'enseignement tertiaire est le plus élevé pour les hommes (plus de 400 000 USD), et en Belgique, au Luxembourg et aux Pays-Bas qu'il est le plus élevé pour les femmes (plus de 250 000 USD) (voir les tableaux A5.2a et b).

Pour les pouvoirs publics, le taux de rendement interne de l'investissement dans l'obtention d'un diplôme tertiaire est plus élevé chez les hommes (9 %) que chez les femmes (7 %). Cette différence entre les sexes s'explique par le fait que le coût public (c'est-à-dire l'investissement public) est très similaire chez les hommes et chez les femmes, mais que le bénéfice public est plus élevé chez les hommes que chez les femmes (voir les tableaux A5.2a et b et les tableaux A5.5a et b, disponibles en ligne).

En moyenne, le bénéfice public total de l'obtention, par un homme, d'un diplôme tertiaire (206 300 USD) se décompose comme suit : l'effet des recettes fiscales (148 100 USD) et l'effet des cotisations sociales (58 200 USD). Quant au bénéfice public total de l'obtention, par une femme, d'un diplôme tertiaire, il est moins élevé (131 400 USD) et se décompose selon les effets suivants : 87 300 USD de recettes fiscales et 44 100 USD de cotisations sociales (voir les tableaux A5.2a et b).

#### Graphique A5.4. Rendement financier privé net de l'obtention, chez les individus de sexe féminin, d'un diplôme de l'enseignement tertiaire de cycle court, ou de licence, master, doctorat ou de niveaux équivalents (2016)

Par comparaison avec un niveau de formation du deuxième cycle du secondaire, en équivalents USD convertis sur la base des PPA pour le PIB ; les coûts et bénéfices à venir sont actualisés à un taux de 2 %



**Remarque :** Un diplôme de l'enseignement tertiaire de cycle court correspond au niveau 5 de la CITE, et un diplôme de licence, master, doctorat ou de niveaux équivalents, aux niveaux 6, 7 et 8 de la CITE.

1. L'année de référence n'est pas 2016. Consulter le tableau source pour de plus amples informations.

Les pays sont classés par ordre décroissant des rendements privés totaux de l'obtention, chez les individus de sexe féminin, d'un diplôme de licence, master, doctorat ou de niveaux équivalents.

**Source :** OCDE (2019). Tableau A5.3b. Consulter la section « Source » pour tout complément d'information et l'annexe 3 pour les notes (<https://doi.org/10.1787/f8d7880d-en>).

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888933977258>

### **Coûts et bénéfices publics et privés par niveau de l'enseignement tertiaire**

Le rendement de l'enseignement tertiaire peut être analysé par niveau d'enseignement, d'une part, dans les formations de cycle court (niveau 5 de la CITE) et, d'autre part, en licence, en master et en doctorat ou formations équivalentes (niveaux 6, 7 et 8 de la CITE). La composition de l'effectif diplômé de chaque niveau de l'enseignement tertiaire varie entre les pays (voir l'indicateur A1), et la répartition des diplômés entre les niveaux peut grandement influencer le rendement financier global de l'enseignement tertiaire (voir le graphique A5.4).

Dans la quasi-totalité des pays dont les données sont disponibles, une licence, un master ou un doctorat procure un rendement privé et public net plus élevé qu'une formation tertiaire de cycle court. Le coût total d'une licence, d'un master ou d'un doctorat tend à être supérieur à celui d'une formation tertiaire de cycle court, mais le bénéfice total que les individus retirent de leurs études pendant leur carrière compense le coût initial plus élevé de leurs études (voir les tableaux A5.3a et b).

La Turquie est le seul pays où le rendement public et privé de l'obtention, par un homme, d'un diplôme tertiaire de cycle court est supérieur à celui de l'obtention d'une licence, d'un master ou d'un doctorat. C'est également le pays de l'OCDE qui affiche le pourcentage le plus élevé (48 %) de l'effectif de nouveaux inscrits en formation tertiaire de cycle court (voir l'indicateur B4). En Corée et au Danemark, le rendement public de l'obtention, par une femme, d'un diplôme tertiaire de cycle court est supérieur à celui de l'obtention d'une licence, d'un master ou d'un doctorat.

#### **Encadré A5.1. L'effet du taux d'actualisation sur le rendement net de l'éducation**

Calculer le rendement financier, ou la valeur actuelle nette, de l'élévation du niveau de formation revient à analyser les coûts et bénéfices de l'investissement et, à cet effet, de convertir les flux futurs en flux actuels à l'aide d'un taux d'actualisation. Le taux d'actualisation permet de tenir compte de l'inflation et de convertir les montants futurs en montants actuels. Le taux d'actualisation est difficile à choisir, car il influe fortement sur l'évaluation des investissements qui ont des effets à long terme, comme ceux dans l'éducation.

Les montants indiqués dans les tableaux et graphiques de cet indicateur sont calculés sur la base d'un taux d'actualisation de 2 %, choisi en fonction de la moyenne des taux d'intérêt réel des obligations d'État dans les pays de l'OCDE. On aurait toutefois pu choisir un taux d'actualisation plus élevé au motif qu'investir dans l'éducation n'est pas sans risque. Les pays de l'OCDE qui se livrent à des analyses similaires de coûts et de bénéfices ont choisi un taux d'actualisation supérieur à 2 %, mais le taux utilisé varie entre eux (OCDE, 2018<sup>[3]</sup>).

Afin d'évaluer l'importance de l'impact du taux d'actualisation, il est utile d'effectuer une analyse de sensibilité. Le tableau A5.a indique la variation du rendement financier net de l'obtention, par un homme, d'un diplôme tertiaire, en fonction de trois taux d'actualisation différents. Passer d'un taux d'actualisation de 2 % à un taux de 3.75 % réduit la valeur actuelle nette de plus de 30 % dans tous les pays dont les données sont disponibles. Si un taux d'actualisation de 8 % est utilisé, la valeur actuelle nette chute d'au moins 70 % dans tous les pays. Ces comparaisons montrent à quel point la valeur actuelle nette est sensible à la variation du taux d'actualisation.

**Tableau A5.a. Rendement financier net de l'obtention d'un diplôme tertiaire chez les hommes, selon le taux d'actualisation (2016)**

Par comparaison avec un niveau de formation du deuxième cycle du secondaire chez les individus de sexe masculin, en équivalents USD convertis sur la base des PPA pour le PIB

	Taux d'actualisation		
	2.00 %	3.75 %	8.00 %
Australie	254 300	152 300	41 300
Autriche	330 600	179 900	30 500
Belgique	185 200	105 200	21 100
Canada	283 900	178 300	61 500
Chili <sup>1</sup>	511 300	330 900	133 000
République tchèque <sup>1,2</sup>	263 500	155 100	36 400
Danemark	224 900	132 800	34 400
Estonie	140 600	85 500	23 900
Finlande	238 000	149 600	53 200
France <sup>1</sup>	323 800	191 400	53 800
Allemagne	319 100	196 500	64 000
Hongrie <sup>2</sup>	353 300	229 500	87 500
Irlande	476 400	310 600	127 400
Israël	350 200	238 400	106 900
Italie <sup>1</sup>	190 800	99 800	12 900
Corée	256 000	163 600	62 100
Lettonie	147 500	94 400	32 500
Luxembourg <sup>2,3</sup>	575 700	350 800	113 500
Pays-Bas <sup>2,4</sup>	233 200	136 600	31 600
Nouvelle-Zélande	243 800	147 200	41 900
Norvège	210 100	111 800	12 300
Pologne <sup>2</sup>	345 800	218 700	76 500
Portugal <sup>2</sup>	214 000	116 400	19 400
République slovaque <sup>2</sup>	244 100	147 300	41 000
Slovénie <sup>2</sup>	258 100	152 500	42 800
Espagne	212 200	126 000	35 600
Suisse	422 600	253 400	71 400
Turquie <sup>2</sup>	284 600	187 900	78 600
Royaume-Uni	245 100	147 900	40 800
États-Unis	542 600	346 300	128 200
Moyenne OCDE	295 900	177 600	55 600
Moyenne UE23	276 100	164 000	48 100

**Remarque :** Les données se basent sur la différence entre les hommes diplômés de l'enseignement tertiaire et ceux diplômés du deuxième cycle du secondaire. Les valeurs ont été arrondies à la centaine la plus proche.

1. Année de référence : 2015.

2. La probabilité que les étudiants disposent de revenus correspond au taux d'emploi issu du questionnaire LSO TRANS et non au pourcentage d'actifs rémunérés selon le questionnaire LSO relatif aux revenus.

3. Les résultats se basent sur les revenus nets des adultes diplômés de l'enseignement tertiaire (par comparaison avec les revenus nets des adultes diplômés du deuxième cycle de l'enseignement secondaire).

4. Année de référence : 2014.

**Source :** OCDE (2019). Consulter la section « Source » pour tout complément d'information et l'annexe 3 pour les notes (<https://doi.org/10.1787/f8d7880d-en>).

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888933977277>

## Définitions

Le terme « **adultes** » désigne la population âgée de 15 à 64 ans.

Les **coûts directs** correspondent aux dépenses directes d'éducation par élève/étudiant durant la durée des études. Les coûts directs de l'éducation n'incluent pas les prêts d'études.

- Les **coûts privés directs** correspondent aux dépenses totales des ménages au titre de l'éducation. Ils comprennent les montants nets que les ménages versent aux établissements d'enseignement, ainsi que les sommes qu'ils consacrent à l'achat de biens et services d'éducation en dehors des établissements (fournitures scolaires, tutorat, etc.).
- Les **coûts publics directs** correspondent aux dépenses publiques d'éducation par élève/étudiant. Ils comprennent les dépenses publiques directes au titre des établissements d'enseignement, les bourses et autres prestations versées aux élèves/étudiants et aux ménages ainsi que les transferts publics à d'autres entités privées au titre de l'éducation. Ils ne comprennent pas les prêts d'études.

Le **manque à gagner privé** correspond aux revenus nets qu'un individu non scolarisé (qui n'est pas en formation) pourrait percevoir s'il avait trouvé du travail au lieu de décider de poursuivre ses études.

Le **manque à gagner fiscal** correspond aux recettes fiscales supplémentaires que les pouvoirs publics auraient perçues si un individu était entré dans la vie active et avait trouvé du travail au lieu de décider de poursuivre ses études.

Les **avantages salariaux bruts** correspondent à la somme actualisée des avantages salariaux que perçoit un individu pendant sa vie active grâce à l'élévation de son niveau de formation.

L'**effet de l'impôt sur le revenu** correspond à la somme actualisée du supplément d'impôt sur le revenu versé aux pouvoirs publics par un individu au cours de sa carrière en raison de l'élévation de son niveau de formation.

Le **taux de rendement interne** est le taux d'intérêt (hypothétique) calculé sur la base des coûts et bénéfices de l'investissement dans l'éducation. Il indique en quelque sorte les intérêts qu'un individu peut retirer chaque année durant sa carrière de l'investissement dans l'élévation de son niveau de formation.

**Niveaux de formation** : les niveaux de la CITE 2011 sont tous décrits dans le *Guide du lecteur*, au début du présent rapport.

Le **rendement financier net** est la valeur actuelle nette de l'investissement financier dans l'éducation. Le rendement financier net correspond à la différence entre les coûts et bénéfices financiers actualisés de l'investissement dans l'éducation, soit la plus-value de l'éducation en plus du taux d'intérêt réel de 2 % ajouté à ces flux de trésorerie.

## Méthodologie

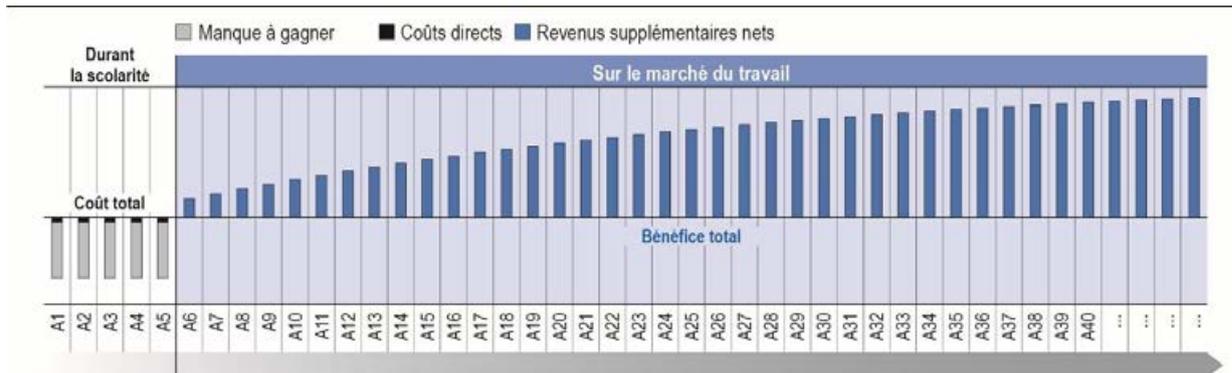
Cet indicateur estime le rendement financier de l'investissement dans l'éducation entre l'âge de 15 ans et un âge théorique de départ à la retraite (64 ans). Le rendement de l'éducation est étudié sous l'angle d'un investissement financier.

Deux périodes sont examinées (voir le diagramme 1) :

- 1) Le temps passé en formation, c'est-à-dire la période durant laquelle les individus et les pouvoirs publics paient le coût de l'éducation ;
- 2) Le temps passé après avoir quitté l'enseignement formel (soit lorsque les individus « ne sont plus scolarisés »), c'est-à-dire la période pendant laquelle l'individu et les pouvoirs publics bénéficient des retombées financières de l'élévation du niveau de formation.

La méthode retenue ici pour calculer le rendement de l'éducation est celle dite de la valeur actuelle nette de l'investissement. Elle consiste à exprimer les flux financiers qui interviennent à différents moments sous la forme d'une valeur actuelle nette pour que les coûts et bénéfices soient directement comparables. Dans ce cadre, les coûts et avantages enregistrés durant toute la carrière sont rapportés au début de l'investissement. Cela consiste à actualiser tous les flux financiers depuis le début de l'investissement au moyen d'un taux d'intérêt fixe (le taux d'actualisation).

**Diagramme 1. Rendement financier de l'investissement dans l'éducation tout au long de la vie pour un individu type**



Ce sont les obligations d'État à long terme qui ont été utilisées comme référence pour choisir le taux d'actualisation. Le taux d'actualisation est difficile à choisir, car il doit refléter non seulement le terme de l'investissement, mais également le coût de l'emprunt ou le risque perçu de l'investissement (voir l'encadré A5.1). Pour permettre les comparaisons et faciliter l'interprétation des résultats, le même taux d'actualisation (2 %) a été appliqué dans tous les pays de l'OCDE. Tous les montants présentés dans les tableaux de cet indicateur sont des valeurs actuelles nettes, converties en équivalents USD sur la base des parités de pouvoir d'achat (PPA).

#### *Changements de méthodologie entre les éditions de 2018 et de 2019 de Regards sur l'éducation*

Le présent modèle porte essentiellement sur les revenus du travail. Les allocations de chômage et les transferts sociaux, mentionnés dans l'édition 2018 de *Regards sur l'éducation*, ne sont pas inclus dans l'édition 2019. Les principaux changements effectués par rapport aux éditions précédentes ont été l'utilisation du taux d'emploi (au lieu d'un ratio basé sur la population active) comme probabilité pour un individu de percevoir des revenus et la prise en compte des revenus effectifs des étudiants pour calculer le manque à gagner. Voir le *Guide de l'OCDE pour l'établissement de statistiques internationalement comparables dans le domaine de l'éducation 2018* (OCDE, 2019<sup>[4]</sup>) pour de plus amples informations. Voir les notes spécifiques aux pays à l'annexe 3 (<https://doi.org/10.1787/f8d7880d-en>).

#### Source

Les coûts directs de l'éducation proviennent de l'exercice UOE de collecte de données financières et se rapportent à l'année 2016 (sauf mention contraire dans les tableaux).

Les données sur les revenus proviennent d'une collecte de données réalisée par le réseau LSO de l'OCDE (*Network on Labour Market and Social Outcomes*, réseau chargé d'élaborer les données relatives aux retombées de l'éducation sur l'économie, le marché du travail et la société), qui compile les données des enquêtes nationales sur la population active, des Statistiques communautaires sur le revenu et les conditions de vie (SILC) de l'Union européenne ainsi que d'autres banques de données et enquêtes nationales. Les revenus sont ventilés

par âge, sexe et niveau de formation. Les rémunérations sont agrégées pendant trois années différentes (2014 à 2016).

Les calculs relatifs à l'impôt sur le revenu ont été effectués sur la base du modèle de l'OCDE présenté dans *Les impôts sur les salaires*, qui détermine l'impôt dû par niveau de revenu. Ce modèle permet de calculer le niveau de la fiscalité sur le travail dans plusieurs scénarios, selon la composition des ménages. Le scénario retenu dans cet indicateur est celui d'un travailleur célibataire et sans enfants. Voir les détails spécifiques à chaque pays concernant le modèle relatif à l'impôt sur le revenu dans *Les impôts sur les salaires 2018* (OCDE, 2018<sup>[5]</sup>).

Les cotisations sociales des salariés sont calculées à l'aide du modèle de l'OCDE présenté dans *Les impôts sur les salaires*, le scénario retenu étant celui d'un travailleur âgé de 40 ans, célibataire et sans enfants. Voir les détails spécifiques à chaque pays concernant le modèle relatif aux cotisations sociales dans *Les impôts sur les salaires 2018* (OCDE, 2018<sup>[5]</sup>).

---

#### Note concernant les données d'Israël

Les données statistiques concernant Israël sont fournies par et sous la responsabilité des autorités israéliennes compétentes. L'utilisation de ces données par l'OCDE est sans préjudice du statut des hauteurs du Golan, de Jérusalem-Est et des colonies de peuplement israéliennes en Cisjordanie aux termes du droit international.

## Références

- Brys, B. and C. Torres (2013), "Effective personal tax rates on marginal skills investments in OECD countries: A new methodology", *Documents de travail de l'OCDE sur la fiscalité*, No. 16, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/5k425747xbr6-en>. [2]
- OCDE (2019), *Guide de l'OCDE pour l'établissement de statistiques internationalement comparables dans le domaine de l'éducation 2018: Concepts, normes, définitions et classifications*, Éditions OCDE, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/9789264305380-fr>. [4]
- OCDE (2018), *Les impôts sur les salaires 2018*, Éditions OCDE, Paris, [https://dx.doi.org/10.1787/tax\\_wages-2018-fr](https://dx.doi.org/10.1787/tax_wages-2018-fr). [5]
- OCDE (2018), *Regards sur l'éducation 2018 : Les indicateurs de l'OCDE*, Éditions OCDE, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/eag-2018-fr>. [3]
- OCDE (2017), *Regards sur l'éducation 2017 : Les indicateurs de l'OCDE*, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/eag-2017-fr>. [1]

## Tableaux de l'indicateur A5

<b>Tableau A5.1a</b>	Coûts et bénéfices privés de l'obtention d'un diplôme de l'enseignement tertiaire chez les individus de sexe masculin (2016)
<b>Tableau A5.1b</b>	Coûts et bénéfices privés de l'obtention d'un diplôme de l'enseignement tertiaire chez les individus de sexe féminin (2016)
<b>Tableau A5.2a</b>	Coûts et bénéfices publics de l'obtention d'un diplôme de l'enseignement tertiaire chez les individus de sexe masculin (2016)
<b>Tableau A5.2b</b>	Coûts et bénéfices publics de l'obtention d'un diplôme de l'enseignement tertiaire chez les individus de sexe féminin (2016)
<b>Tableau A5.3a</b>	Coûts et bénéfices privés/publics de l'obtention d'un diplôme de l'enseignement tertiaire chez les individus de sexe masculin, selon le niveau de l'enseignement tertiaire (2016)
<b>Tableau A5.3b</b>	Coûts et bénéfices privés/publics de l'obtention d'un diplôme de l'enseignement tertiaire chez les individus de sexe féminin, selon le niveau de l'enseignement tertiaire (2016)
<b>WEB Tableau A5.4a.</b>	Coûts et bénéfices privés de l'obtention d'un diplôme du deuxième cycle de l'enseignement secondaire chez les hommes (2016)
<b>WEB Tableau A5.4b.</b>	Coûts et bénéfices privés de l'obtention d'un diplôme du deuxième cycle de l'enseignement secondaire chez les femmes (2016)
<b>WEB Tableau A5.5a.</b>	Coûts et bénéfices publics de l'obtention d'un diplôme du deuxième cycle de l'enseignement secondaire chez les hommes (2016)
<b>WEB Tableau A5.5b.</b>	Coûts et bénéfices publics de l'obtention d'un diplôme du deuxième cycle de l'enseignement secondaire chez les hommes (2016)

Date butoir pour les données : 19 juillet 2019. Les mises à jour peuvent être consultées en ligne à l'adresse : <http://dx.doi.org/10.1787/eag-data-fr>. D'autres données désagrégées sont également disponibles dans la Base de données de *Regards sur l'éducation* (<http://stats.oecd.org/>).

StatLink: <https://doi.org/10.1787/888933980868>

Tableau A5.1a. Coûts et bénéfices privés de l'obtention d'un diplôme de l'enseignement tertiaire chez les individus de sexe masculin (2016)

Par comparaison avec un niveau de formation du deuxième cycle du secondaire chez les individus de sexe masculin, en équivalents USD convertis sur la base des PPA pour le PIB ; les coûts et bénéfices à venir sont actualisés à un taux de 2 %

OCDE	Pays	Coûts directs	Manque à gagner	Coûts totaux	Décomposition des revenus du travail (après contrôle de l'effet de chômage)			Bénéfices totaux	Rendement financier net	Taux de rendement interne
					Revenus bruts du travail	Effet de la fiscalité	Effet des cotisations sociales			
					(1)	(2)	(3) = (1) + (2)			
	Australie	- 23 900	- 38 200	- 62 100	490 000	- 173 600	0	316 400	254 300	13%
	Autriche	0	- 64 300	- 64 300	695 800	- 197 100	- 103 800	394 900	330 600	10%
	Belgique	- 1 600	- 39 800	- 41 400	499 800	- 197 300	- 75 900	226 600	185 200	11%
	Canada	- 13 800	- 27 200	- 41 000	464 000	- 122 400	- 16 700	324 900	283 900	17%
	Chili <sup>1</sup>	- 10 500	- 15 800	- 26 300	592 400	- 13 300	- 41 500	537 600	511 300	31%
	Colombie	m	m	m	m	m	m	m	m	m
	République tchèque <sup>1, 2</sup>	- 4 200	- 59 600	- 63 800	472 400	- 93 100	- 52 000	327 300	263 500	12%
	Danemark	0	- 39 100	- 39 100	485 500	- 221 500	0	264 000	224 900	13%
	Estonie	0	- 34 500	- 34 500	220 500	- 41 900	- 3 500	175 100	140 600	13%
	Finlande	0	- 23 200	- 23 200	457 100	- 155 300	- 40 600	261 200	238 000	20%
	France <sup>1</sup>	- 4 700	- 44 500	- 49 200	592 800	- 140 000	- 79 800	373 000	323 800	14%
	Allemagne	- 3 900	- 42 400	- 46 300	705 600	- 214 100	- 126 100	365 400	319 100	16%
	Grèce	m	m	m	m	m	m	m	m	m
	Hongrie <sup>2</sup>	- 12 100	- 32 900	- 45 000	599 000	- 89 900	- 110 800	398 300	353 300	20%
	Islande	m	m	m	m	m	m	m	m	m
	Irlande	- 2 000	- 31 300	- 33 300	920 400	- 373 900	- 36 800	509 700	476 400	32%
	Israël	- 8 400	- 7 400	- 15 800	553 900	- 126 000	- 61 900	366 000	350 200	40%
	Italie <sup>1</sup>	- 3 900	- 24 700	- 28 600	436 700	- 175 000	- 42 300	219 400	190 800	10%
	Japon	m	m	m	m	m	m	m	m	m
	Corée	- 7 300	- 23 700	- 31 000	354 600	- 37 800	- 29 800	287 000	256 000	22%
	Lettonie	- 9 600	- 19 800	- 29 400	256 300	- 52 500	- 26 900	176 900	147 500	16%
	Lituanie	m	m	m	m	m	m	m	m	m
	Luxembourg <sup>2, 3</sup>	- 2 600	- 66 400	- 69 000	1 201 900	- 402 700	- 154 500	644 700	575 700	17%
	Mexique	m	m	m	m	m	m	m	m	m
	Pays-Bas <sup>2, 4</sup>	- 5 200	- 60 800	- 66 000	721 800	- 289 500	- 133 100	299 200	233 200	11%
	Nouvelle-Zélande	- 18 500	- 40 700	- 59 200	431 400	- 128 400	0	303 000	243 800	13%
	Norvège	0	- 52 400	- 52 400	437 800	- 139 400	- 35 900	262 500	210 100	9%
	Pologne <sup>2</sup>	- 2 600	- 42 900	- 45 500	532 100	- 45 900	- 94 900	391 300	345 800	18%
	Portugal <sup>2</sup>	- 9 700	- 36 900	- 46 600	459 300	- 148 200	- 50 500	260 600	214 000	10%
	République slovaque <sup>2</sup>	- 7 400	- 34 200	- 41 600	405 100	- 65 100	- 54 300	285 700	244 100	13%
	Slovénie <sup>2</sup>	- 1 100	- 34 800	- 35 900	519 100	- 110 400	- 114 700	294 000	258 100	14%
	Espagne	- 10 700	- 23 600	- 34 300	353 600	- 84 700	- 22 400	246 500	212 200	14%
	Suède	m	m	m	m	m	m	m	m	m
	Suisse	- 12 800	- 69 200	- 82 000	679 800	- 132 900	- 42 300	504 600	422 600	14%
	Turquie <sup>2</sup>	- 2 300	- 9 200	- 11 500	467 500	- 101 300	- 70 100	296 100	284 600	36%
	Royaume-Uni	- 36 500	- 29 700	- 66 200	459 000	- 96 100	- 51 600	311 300	245 100	13%
	États-Unis	- 36 000	- 30 300	- 66 300	954 800	- 272 900	- 73 000	608 900	542 600	20%
	Moyenne OCDE	- 8 400	- 36 700	- 45 100	547 300	- 148 100	- 58 200	341 000	295 900	17%
	Moyenne UE23	- 5 900	- 39 300	- 45 200	549 700	- 159 700	- 68 700	321 300	276 100	15%

**Remarque :** Les données se basent sur la différence entre les hommes diplômés de l'enseignement tertiaire et ceux diplômés du deuxième cycle du secondaire. Les valeurs ont été arrondies à la centaine la plus proche. Les coûts directs de l'éducation n'incluent pas les prêts d'études.

En raison de changements de méthodologie, les valeurs de cette édition de *Regards sur l'éducation* ne peuvent pas être comparées à celles des éditions antérieures. Consulter les sections « Définitions » et « Méthodologie » pour de plus amples informations.

1. Année de référence : 2015.

2. La probabilité que les étudiants disposent de revenus correspond au taux d'emploi issu du questionnaire LSO TRANS et non au pourcentage d'actifs rémunérés selon le questionnaire LSO relatif aux revenus.

3. Les résultats se basent sur les revenus nets des adultes diplômés de l'enseignement tertiaire (par comparaison avec les revenus nets des adultes diplômés du deuxième cycle de l'enseignement secondaire).

4. Année de référence : 2014.

**Source :** OCDE (2019). Consulter la section « Source » pour tout complément d'information et l'annexe 3 pour les notes (<https://doi.org/10.1787/f8d7880d-en>).

Les symboles représentant les données manquantes et les abréviations figurent dans le Guide du lecteur.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888933977087>

**Tableau A5.1b. Coûts et bénéfices privés de l'obtention d'un diplôme de l'enseignement tertiaire chez les individus de sexe féminin (2016)**

Par comparaison avec un niveau de formation du deuxième cycle du secondaire chez les individus de sexe féminin, en équivalents USD convertis sur la base des PPA pour le PIB ; les coûts et bénéfices à venir sont actualisés à un taux de 2 %

OCDE	Pays	Coûts directs	Manque à gagner	Coûts totaux	Décomposition des revenus du travail (après contrôle de l'effet de chômage)			Bénéfices totaux	Rendement financier net	Taux de rendement interne
					Revenus bruts du travail	Effet de la fiscalité	Effet des cotisations sociales			
					(4)	(5)	(6)			
(1)	(2)	(3) = (1) + (2)	(7) = (4) + (5) + (6)	(8) = (7) + (3)	(9)					
Australie	- 23 900	- 26 100	- 50 000	406 500	- 127 300	0	279 200	229 200	14%	
Autriche	0	- 50 300	- 50 300	420 900	- 86 900	- 79 900	254 100	203 800	10%	
Belgique	- 1 600	- 31 500	- 33 100	485 000	- 152 700	- 103 900	228 400	195 300	18%	
Canada	- 13 800	- 15 000	- 28 800	349 300	- 73 200	- 28 100	248 000	219 200	23%	
Chili <sup>1</sup>	- 10 500	- 7 400	- 17 900	358 100	- 2 000	- 25 100	331 000	313 100	37%	
Colombie	m	m	m	m	m	m	m	m	m	
République tchèque <sup>1,2</sup>	- 4 200	- 40 800	- 45 000	270 200	- 50 400	- 29 700	190 100	145 100	10%	
Danemark	0	- 14 200	- 14 200	311 600	- 122 000	0	189 600	175 400	26%	
Estonie	0	- 16 000	- 16 000	180 700	- 34 900	- 2 900	142 900	126 900	22%	
Finlande	0	- 16 500	- 16 500	356 400	- 108 000	- 32 300	216 100	199 600	27%	
France <sup>1</sup>	- 4 700	- 28 100	- 32 800	362 400	- 67 500	- 51 500	243 400	210 600	19%	
Allemagne	- 3 900	- 30 000	- 33 900	402 500	- 92 800	- 83 200	226 500	192 600	14%	
Grèce	m	m	m	m	m	m	m	m	m	
Hongrie <sup>2</sup>	- 12 100	- 24 800	- 36 900	325 300	- 48 800	- 60 200	216 300	179 400	14%	
Islande	m	m	m	m	m	m	m	m	m	
Irlande	- 2 000	- 16 700	- 18 700	586 200	- 155 900	- 24 900	405 400	386 700	57%	
Israël	- 8 400	- 18 500	- 26 900	340 400	- 45 900	- 33 600	260 900	234 000	24%	
Italie <sup>1</sup>	- 3 900	- 17 000	- 20 900	300 700	- 97 100	- 28 500	175 100	154 200	13%	
Japon	m	m	m	m	m	m	m	m	m	
Corée	- 7 300	- 24 400	- 31 700	212 900	- 8 200	- 17 900	186 800	155 100	20%	
Lettonie	- 9 600	- 14 100	- 23 700	251 600	- 50 800	- 26 400	174 400	150 700	19%	
Lituanie	m	m	m	m	m	m	m	m	m	
Luxembourg <sup>2,3</sup>	- 2 600	- 62 100	- 64 700	928 800	- 268 400	- 119 600	540 800	476 100	20%	
Mexique	m	m	m	m	m	m	m	m	m	
Pays-Bas <sup>2,4</sup>	- 5 200	- 56 300	- 61 500	600 900	- 194 100	- 101 900	304 900	243 400	13%	
Nouvelle-Zélande	- 18 500	- 30 100	- 48 600	330 700	- 77 600	0	253 100	204 500	16%	
Norvège	0	- 30 100	- 30 100	376 300	- 89 400	- 30 900	256 000	225 900	18%	
Pologne <sup>2</sup>	- 2 600	- 24 700	- 27 300	379 700	- 31 000	- 67 700	281 000	253 700	22%	
Portugal <sup>1</sup>	- 9 700	- 26 900	- 36 600	358 700	- 101 200	- 39 500	218 000	181 400	12%	
République slovaque <sup>2</sup>	- 7 400	- 19 300	- 26 700	253 800	- 38 000	- 34 300	181 500	154 800	13%	
Slovénie <sup>2</sup>	- 1 100	- 26 800	- 27 900	447 900	- 83 000	- 99 000	265 900	238 000	16%	
Espagne	- 10 700	- 17 200	- 27 900	346 300	- 68 800	- 21 600	255 900	228 000	18%	
Suède	m	m	m	m	m	m	m	m	m	
Suisse	- 12 800	- 67 600	- 80 400	496 300	- 70 100	- 30 900	395 300	314 900	14%	
Turquie <sup>2</sup>	- 2 300	- 2 000	- 4 300	425 200	- 70 600	- 63 800	290 800	286 500	62%	
Royaume-Uni	- 36 500	- 22 400	- 58 900	367 500	- 71 100	- 42 300	254 100	195 200	13%	
États-Unis	- 36 000	- 15 400	- 51 400	580 800	- 130 200	- 44 400	406 200	354 800	20%	
Moyenne OCDE	- 8 400	- 26 400	- 34 800	393 800	- 87 300	- 44 100	262 400	227 600	21%	
Moyenne UE23	- 5 900	- 27 800	- 33 700	396 900	- 96 200	- 52 500	248 200	214 500	19%	

**Remarque :** Les données se basent sur la différence entre les femmes diplômées de l'enseignement tertiaire et celles diplômées du deuxième cycle du secondaire. Les valeurs ont été arrondies à la centaine la plus proche. Les coûts directs de l'éducation n'incluent pas les prêts d'études.

En raison de changements de méthodologie, les valeurs de cette édition de *Regards sur l'éducation* ne peuvent pas être comparées à celles des éditions antérieures. Consulter les sections « Définitions » et « Méthodologie » pour de plus amples informations.

1. Année de référence : 2015.

2. La probabilité que les étudiants disposent de revenus correspond au taux d'emploi issu du questionnaire LSO TRANS et non au pourcentage d'actifs rémunérés selon le questionnaire LSO relatif aux revenus.

3. Les résultats se basent sur les revenus nets des adultes diplômés de l'enseignement tertiaire (par comparaison avec les revenus nets des adultes diplômés du deuxième cycle de l'enseignement secondaire).

4. Année de référence : 2014.

**Source :** OCDE (2019) Consulter la section « Source » pour tout complément d'information et l'annexe 3 pour les notes (<https://doi.org/10.1787/f8d7880d-en>).

Les symboles représentant les données manquantes et les abréviations figurent dans le Guide du lecteur.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888933977106>

**Tableau A5.2a. Coûts et bénéfices publics de l'obtention d'un diplôme de l'enseignement tertiaire chez les individus de sexe masculin (2016)**

Par comparaison avec un niveau de formation du deuxième cycle du secondaire chez les individus de sexe masculin, en équivalents USD convertis sur la base des PPA pour le PIB ; les coûts et bénéfices à venir sont actualisés à un taux de 2 %

OCDE	Pays	Décomposition des revenus du travail (après contrôle de l'effet de chômage)							
		Coûts directs	Manque à gagner fiscal	Coûts totaux	Effet de la fiscalité	Effet des cotisations sociales	Bénéfices totaux	Rendement financier net	Taux de rendement interne
		(1)	(2)	(3) = (1) + (2)	(4)	(5)	(6) = (4) + (5)	(7) = (6) + (3)	(8)
Australie	- 24 100	- 8 200	- 32 300	173 600	0	173 600	141 300	12%	
Autriche	- 68 300	- 22 400	- 90 700	197 100	103 800	300 900	210 200	7%	
Belgique	- 54 000	- 4 200	- 58 200	197 300	75 900	273 200	215 000	10%	
Canada	- 41 500	- 9 100	- 50 600	122 400	16 700	139 100	88 500	7%	
Chili <sup>1</sup>	- 8 800	- 1 200	- 10 000	13 300	41 500	54 800	44 800	12%	
Colombie	m	m	m	m	m	m	m	m	
République tchèque <sup>1,2</sup>	- 30 200	- 17 500	- 47 700	93 100	52 000	145 100	97 400	8%	
Danemark	- 81 500	- 24 200	- 105 700	221 500	0	221 500	115 800	5%	
Estonie	- 48 900	- 7 800	- 56 700	41 900	3 500	45 400	- 11 300	1%	
Finlande	- 74 600	- 10 400	- 85 000	155 300	40 600	195 900	110 900	6%	
France <sup>1</sup>	- 51 800	- 12 500	- 64 300	140 000	79 800	219 800	155 500	8%	
Allemagne	- 71 100	- 19 900	- 91 000	214 100	126 100	340 200	249 200	9%	
Grèce	m	m	m	m	m	m	m	m	
Hongrie <sup>2</sup>	- 28 600	- 16 600	- 45 200	89 900	110 800	200 700	155 500	12%	
Islande	m	m	m	m	m	m	m	m	
Irlande	- 37 000	- 4 500	- 41 500	373 900	36 800	410 700	369 200	17%	
Israël	- 23 700	- 200	- 23 900	126 000	61 900	187 900	164 000	16%	
Italie <sup>1</sup>	- 34 900	- 2 600	- 37 500	175 000	42 300	217 300	179 800	9%	
Japon	m	m	m	m	m	m	m	m	
Corée	- 20 100	- 2 300	- 22 400	37 800	29 800	67 600	45 200	8%	
Lettonie	- 19 800	- 7 800	- 27 600	52 500	26 900	79 400	51 800	9%	
Lituanie	m	m	m	m	m	m	m	m	
Luxembourg <sup>2,3</sup>	- 171 600	- 12 300	- 183 900	402 700	154 500	557 200	373 300	8%	
Mexique	m	m	m	m	m	m	m	m	
Pays-Bas <sup>2,4</sup>	- 59 100	- 16 400	- 75 500	289 500	133 100	422 600	347 100	11%	
Nouvelle-Zélande	- 31 000	- 7 200	- 38 200	128 400	0	128 400	90 200	9%	
Norvège	- 82 500	- 20 000	- 102 500	139 400	35 900	175 300	72 800	4%	
Pologne <sup>2</sup>	- 31 800	- 14 200	- 46 000	45 900	94 900	140 800	94 800	8%	
Portugal <sup>2</sup>	- 32 100	- 4 600	- 36 700	148 200	50 500	198 700	162 000	10%	
République slovaque <sup>2</sup>	- 35 700	- 8 600	- 44 300	65 100	54 300	119 400	75 100	7%	
Slovenie <sup>2</sup>	- 38 300	- 17 100	- 55 400	110 400	114 700	225 100	169 700	9%	
Espagne	- 35 200	- 1 400	- 36 600	84 700	22 400	107 100	70 500	7%	
Suède	m	m	m	m	m	m	m	m	
Suisse	- 96 500	- 13 000	- 109 500	132 900	42 300	175 200	65 700	4%	
Turquie <sup>2</sup>	- 28 800	- 2 000	- 30 800	101 300	70 100	171 400	140 600	12%	
Royaume-Uni	- 26 500	- 8 300	- 34 800	96 100	51 600	147 700	112 900	11%	
États-Unis	- 47 900	- 9 400	- 57 300	272 900	73 000	345 900	288 600	14%	
<b>Moyenne OCDE</b>	<b>- 47 900</b>	<b>- 10 200</b>	<b>- 58 100</b>	<b>148 100</b>	<b>58 200</b>	<b>206 300</b>	<b>148 200</b>	<b>9%</b>	
<b>Moyenne UE23</b>	<b>- 51 600</b>	<b>- 11 700</b>	<b>- 63 300</b>	<b>159 700</b>	<b>68 700</b>	<b>228 400</b>	<b>165 100</b>	<b>9%</b>	

**Remarque :** Les données se basent sur la différence entre les femmes diplômées de l'enseignement tertiaire et celles diplômées du deuxième cycle du secondaire. Les valeurs ont été arrondies à la centaine la plus proche. Les coûts directs de l'éducation n'incluent pas les prêts d'études.

En raison de changements de méthodologie, les valeurs de cette édition de *Regards sur l'éducation* ne peuvent pas être comparées à celles des éditions antérieures. Consulter les sections « Définitions » et « Méthodologie » pour de plus amples informations.

1. Année de référence : 2015.

2. La probabilité que les étudiants disposent de revenus correspond au taux d'emploi issu du questionnaire LSO TRANS et non au pourcentage d'actifs rémunérés selon le questionnaire LSO relatif aux revenus.

3. Les résultats se basent sur les revenus nets des adultes diplômés de l'enseignement tertiaire (par comparaison avec les revenus nets des adultes diplômés du deuxième cycle de l'enseignement secondaire).

4. Année de référence : 2014.

**Source :** OCDE (2019). Consulter la section « Source » pour tout complément d'information et l'annexe 3 pour les notes (<https://doi.org/10.1787/f8d7880d-en>).

Les symboles représentant les données manquantes et les abréviations figurent dans le Guide du lecteur.

**Tableau A5.2b. Coûts et bénéfices publics de l'obtention d'un diplôme de l'enseignement tertiaire chez les individus de sexe féminin (2016)**

Par comparaison avec un niveau de formation du deuxième cycle du secondaire chez les individus de sexe féminin, en équivalents USD convertis sur la base des PPA pour le PIB ; les coûts et bénéfices à venir sont actualisés à un taux de 2 %

OCDE	Pays	Décomposition des revenus du travail (après contrôle de l'effet de chômage)							
		Coûts directs	Manque à gagner fiscal	Coûts totaux	Effet de la fiscalité	Effet des cotisations sociales	Bénéfices totaux	Rendement financier net	Taux de rendement interne
		(1)	(2)	(3) = (1) + (2)	(4)	(5)	(6) = (4) + (5)	(7) = (6) + (3)	(8)
Australie	- 24 100	- 4 300	- 28 400	127 300	0	127 300	98 900	12%	
Autriche	- 68 300	- 13 400	- 81 700	86 900	79 900	166 800	85 100	5%	
Belgique	- 54 000	- 1 100	- 55 100	152 700	103 900	256 600	201 500	12%	
Canada	- 41 500	- 3 200	- 44 700	73 200	28 100	101 300	56 600	7%	
Chili <sup>1</sup>	- 8 800	- 600	- 9 400	2 000	25 100	27 100	17 700	8%	
Colombie	m	m	m	m	m	m	m	m	
République tchèque <sup>1,2</sup>	- 30 200	- 10 500	- 40 700	50 400	29 700	80 100	39 400	5%	
Danemark	- 81 500	- 9 000	- 90 500	122 000	0	122 000	31 500	3%	
Estonie	- 48 900	- 3 500	- 52 400	34 900	2 900	37 800	- 14 600	0%	
Finlande	- 74 600	- 7 800	- 82 400	108 000	32 300	140 300	57 900	5%	
France <sup>1</sup>	- 51 800	- 8 000	- 59 800	67 500	51 500	119 000	59 200	6%	
Allemagne	- 71 100	- 13 200	- 84 300	92 800	83 200	176 000	91 700	6%	
Grèce	m	m	m	m	m	m	m	m	
Hongrie <sup>2</sup>	- 28 600	- 12 500	- 41 100	48 800	60 200	109 000	67 900	7%	
Islande	m	m	m	m	m	m	m	m	
Irlande	- 37 000	- 400	- 37 400	155 900	24 900	180 800	143 400	12%	
Israël	- 23 700	- 700	- 24 400	45 900	33 600	79 500	55 100	9%	
Italie <sup>1</sup>	- 34 900	- 1 800	- 36 700	97 100	28 500	125 600	88 900	7%	
Japon	m	m	m	m	m	m	m	m	
Corée	- 20 100	- 2 300	- 22 400	8 200	17 900	26 100	3 700	3%	
Lettonie	- 19 800	- 5 200	- 25 000	50 800	26 400	77 200	52 200	9%	
Lituanie	m	m	m	m	m	m	m	m	
Luxembourg <sup>2,3</sup>	- 171 600	- 10 500	- 182 100	268 400	119 600	388 000	205 900	6%	
Mexique	m	m	m	m	m	m	m	m	
Pays-Bas <sup>2,4</sup>	- 59 100	- 13 300	- 72 400	194 100	101 900	296 000	223 600	10%	
Nouvelle-Zélande	- 31 000	- 4 700	- 35 700	77 600	0	77 600	41 900	6%	
Norvège	- 82 500	- 8 600	- 91 100	89 400	30 900	120 300	29 200	3%	
Pologne <sup>2</sup>	- 31 800	- 8 000	- 39 800	31 000	67 700	98 700	58 900	7%	
Portugal <sup>2</sup>	- 32 100	- 3 300	- 35 400	101 200	39 500	140 700	105 300	9%	
République slovaque <sup>2</sup>	- 35 700	- 2 700	- 38 400	38 000	34 300	72 300	33 900	5%	
Slovenie <sup>2</sup>	- 38 300	- 12 900	- 51 200	83 000	99 000	182 000	130 800	8%	
Espagne	- 35 200	- 1 400	- 36 600	68 800	21 600	90 400	53 800	6%	
Suède	m	m	m	m	m	m	m	m	
Suisse	- 96 500	- 11 800	- 108 300	70 100	30 900	101 000	- 7 300	2%	
Turquie <sup>2</sup>	- 28 800	- 300	- 29 100	70 600	63 800	134 400	105 300	11%	
Royaume-Uni	- 26 500	- 5 200	- 31 700	71 100	42 300	113 400	81 700	11%	
États-Unis	- 47 900	- 5 000	- 52 900	130 200	44 400	174 600	121 700	9%	
Moyenne OCDE	- 47 900	- 6 200	- 54 100	87 300	44 100	131 400	77 300	7%	
Moyenne UE23	- 51 600	- 7 200	- 58 800	96 200	52 500	148 700	89 900	7%	

**Remarque :** Les données se basent sur la différence entre les femmes diplômées de l'enseignement tertiaire et celles diplômées du deuxième cycle du secondaire. Les valeurs ont été arrondies à la centaine la plus proche. Les coûts directs de l'éducation n'incluent pas les prêts d'études.

En raison de changements de méthodologie, les valeurs de cette édition de *Regards sur l'éducation* ne peuvent pas être comparées à celles des éditions antérieures. Consulter les sections « Définitions » et « Méthodologie » pour de plus amples informations.

1. Année de référence : 2015.

2. La probabilité que les étudiants disposent de revenus correspond au taux d'emploi issu du questionnaire LSO TRANS et non au pourcentage d'actifs rémunérés selon le questionnaire LSO relatif aux revenus.

3. Les résultats se basent sur les revenus nets des adultes diplômés de l'enseignement tertiaire (par comparaison avec les revenus nets des adultes diplômés du deuxième cycle de l'enseignement secondaire).

4. Année de référence : 2014.

**Source :** OCDE (2019) Consulter la section « Source » pour tout complément d'information et l'annexe 3 pour les notes (<https://doi.org/10.1787/f8d7880d-en>).

Les symboles représentant les données manquantes et les abréviations figurent dans le Guide du lecteur.

**Tableau A5.3a. Coûts et bénéfices privés/publics de l'obtention d'un diplôme de l'enseignement tertiaire chez les individus de sexe masculin, selon le niveau de l'enseignement tertiaire (2016)**

Par comparaison avec un niveau de formation du deuxième cycle du secondaire chez les individus de sexe masculin, en équivalents USD convertis sur la base des PPA pour le PIB ; les coûts et bénéfices à venir sont actualisés à un taux de 2 %

OCDE	Pays	Tertiaire de cycle court (CITE 5)						Licence, master et doctorat, ou niveaux équivalents (CITE 6 à 8)					
		Privés			Publics			Privés			Publics		
		Coûts totaux	Bénéfices totaux	Rendement financier net	Coûts totaux	Bénéfices totaux	Rendement financier net	Coûts totaux	Bénéfices totaux	Rendement financier net	Coûts totaux	Bénéfices totaux	Rendement financier net
		(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)
Australie	-22 300	135 400	113 100	-9 900	60 400	50 500	-77 300	375 300	298 000	-42 500	210 600	168 100	
Autriche	-54 300	264 200	209 900	-77 200	204 600	127 400	-69 400	562 600	493 200	-97 900	420 200	322 300	
Belgique	m	m	m	m	m	m	-41 900	228 500	186 600	-59 300	275 900	216 600	
Canada	-27 100	193 800	166 700	-31 500	79 900	48 400	-46 300	428 400	382 100	-58 700	191 900	133 200	
Chili <sup>1</sup>	-17 500	189 500	172 000	-4 500	15 400	10 900	-44 500	684 600	640 100	-18 800	73 300	54 500	
Colombie	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	
République tchèque <sup>1,2</sup>	m	m	m	m	m	m	-63 600	340 400	276 800	-47 500	151 000	103 500	
Danemark	-18 000	128 700	110 700	-48 600	86 700	38 100	-41 600	295 400	253 800	-112 400	258 100	145 700	
Estonie	a	a	a	a	a	a	-34 500	200 600	166 100	-56 700	52 000	-4 700	
Finlande	a	a	a	a	a	a	-23 200	298 900	275 700	-85 000	228 200	143 200	
France <sup>1</sup>	-24 200	208 100	183 900	-32 700	102 700	70 000	-56 000	489 600	433 600	-72 500	302 700	230 200	
Allemagne	m	m	m	m	m	m	-46 500	392 800	346 300	-91 400	362 700	271 300	
Grèce	a	a	a	a	a	a	m	m	m	m	m	m	
Hongrie <sup>2</sup>	-30 100	163 600	133 500	-20 900	82 400	61 500	-45 500	404 600	359 100	-46 400	203 900	157 500	
Islande	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	
Irlande	-20 800	223 600	202 800	-25 800	154 600	128 800	-36 600	597 500	560 900	-45 500	498 800	453 300	
Israël	-4 200	147 600	143 400	-6 700	41 800	35 100	-21 900	465 900	444 000	-32 900	264 400	231 500	
Italie <sup>1</sup>	m	m	m	m	m	m	-28 600	219 500	190 900	-37 600	217 300	179 700	
Japon	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	
Corée	-18 700	191 300	172 600	-8 400	37 100	28 700	-34 800	309 800	275 000	-27 700	76 000	48 300	
Lettonie	-21 000	95 500	74 500	-21 700	41 700	20 000	-32 100	185 100	153 000	-29 500	82 900	53 400	
Lituanie	a	a	a	a	a	a	m	m	m	m	m	m	
Luxembourg	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	
Mexique	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	
Pays-Bas <sup>2,3</sup>	-31 800	200 000	168 200	-29 600	215 600	186 000	-66 400	309 800	243 400	-75 900	444 000	368 100	
Nouvelle-Zélande	-39 500	161 300	121 800	-18 100	57 000	38 900	-64 900	325 500	260 600	-44 600	140 200	95 600	
Norvège	-29 400	107 000	77 600	-43 000	80 300	37 300	-53 400	351 500	298 100	-105 100	230 200	125 100	
Pologne <sup>2</sup>	m	m	m	m	m	m	-45 500	405 700	360 200	-46 000	145 900	99 900	
Portugal <sup>2</sup>	m	m	m	m	m	m	-46 600	273 500	226 900	-36 900	210 300	173 400	
République slovaque <sup>2</sup>	m	m	m	m	m	m	-42 400	289 700	247 300	-45 200	121 000	75 800	
Slovénie <sup>2</sup>	-21 500	167 600	146 100	-14 900	117 500	102 600	-38 200	341 800	303 600	-63 800	270 500	206 700	
Espagne	-13 900	128 100	114 200	-17 400	46 500	29 100	-41 200	286 400	245 200	-42 400	131 400	89 000	
Suède	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	
Suisse	m	m	m	m	m	m	-83 100	504 100	421 000	-111 000	175 100	64 100	
Turquie <sup>2</sup>	-6 500	505 100	498 600	-17 300	301 300	284 000	-13 700	468 000	454 300	-36 600	280 600	244 000	
Royaume-Uni	-53 500	143 600	90 100	-17 400	66 100	48 700	-68 200	359 100	290 900	-36 400	176 400	140 000	
États-Unis	-37 400	151 700	114 300	-32 300	70 300	38 000	-83 000	732 800	649 800	-71 800	426 800	355 000	
Moyenne OCDE	m	m	m	m	m	m	-48 000	383 700	335 700	-57 900	228 400	170 500	
Moyenne UE23	m	m	m	m	m	m	-45 700	341 100	295 400	-59 400	239 600	180 200	

**Remarque :** Les données se basent sur la différence entre les hommes diplômés de l'enseignement tertiaire et ceux diplômés du deuxième cycle du secondaire. Les valeurs ont été arrondies à la centaine la plus proche. Les coûts directs de l'éducation n'incluent pas les prêts d'études.

En raison de changements de méthodologie, les valeurs de cette édition de *Regards sur l'éducation* ne peuvent pas être comparées à celles des éditions antérieures. Consulter les sections « Définitions » et « Méthodologie » pour de plus amples informations.

1. Année de référence : 2015.

2. La probabilité que les étudiants disposent de revenus correspond au taux d'emploi issu du questionnaire LSO TRANS et non au pourcentage d'actifs rémunérés selon le questionnaire LSO relatif aux revenus.

3. Année de référence : 2014.

**Source :** OCDE (2019) Consulter la section « Source » pour tout complément d'information et l'annexe 3 pour les notes (<https://doi.org/10.1787/8d7880d-en>).

Les symboles représentant les données manquantes et les abréviations figurent dans le Guide du lecteur.

**Tableau A5.3b. Coûts et bénéfices privés/publics de l'obtention d'un diplôme de l'enseignement tertiaire chez les individus de sexe féminin, selon le niveau de l'enseignement tertiaire (2016)**

Par comparaison avec un niveau de formation du deuxième cycle du secondaire chez les individus de sexe féminin, en équivalents USD convertis sur la base des PPA pour le PIB ; les coûts et bénéfices à venir sont actualisés à un taux de 2 %

OCDE	Pays	Tertiaire de cycle court (CITE 5)						Licence, master et doctorat, ou niveaux équivalents (CITE 6 à 8)					
		Privés			Publics			Privés			Publics		
		Coûts totaux	Bénéfices totaux	Rendement financier net	Coûts totaux	Bénéfices totaux	Rendement financier net	Coûts totaux	Bénéfices totaux	Rendement financier net	Coûts totaux	Bénéfices totaux	Rendement financier net
		(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)
Australie	- 16 700	134 600	117 900	- 8 000	52 200	44 200	- 63 800	337 500	273 700	- 38 100	155 800	117 700	
Autriche	- 42 600	197 500	154 900	- 69 600	116 300	46 700	- 54 400	315 000	260 600	- 88 200	220 300	132 100	
Belgique	m	m	m	m	m	m	- 33 500	229 900	196 400	- 56 300	257 400	201 100	
Canada	- 19 000	168 500	149 500	- 27 600	57 000	29 400	- 32 500	321 100	288 600	- 52 100	138 200	86 100	
Chili <sup>1</sup>	- 11 100	124 000	112 900	- 4 000	9 300	5 300	- 31 000	444 000	413 000	- 17 800	39 700	21 900	
Colombie	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	
République tchèque <sup>1,2</sup>	m	m	m	m	m	m	- 44 900	203 100	158 200	- 40 500	85 900	45 400	
Danemark	- 6 500	135 900	129 400	- 41 700	83 000	41 300	- 15 100	195 500	180 400	- 96 300	126 500	30 200	
Estonie	a	a	a	a	a	a	- 16 000	164 600	148 600	- 52 400	43 400	- 9 000	
Finlande	a	a	a	a	a	a	- 16 500	259 600	243 100	- 82 400	175 800	93 400	
France <sup>1</sup>	- 15 300	191 100	175 800	- 30 300	89 400	59 100	- 37 800	305 000	267 200	- 67 600	154 100	86 500	
Allemagne	m	m	m	m	m	m	- 34 200	229 700	195 500	- 84 600	179 000	94 400	
Grèce	a	a	a	a	a	a	m	m	m	m	m	m	
Hongrie <sup>3</sup>	- 24 700	84 300	59 600	- 18 200	42 500	24 300	- 37 300	220 100	182 800	- 42 200	110 800	68 600	
Islande	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	
Irlande	- 11 700	246 600	234 900	- 23 300	75 200	51 900	- 20 600	464 500	443 900	- 41 100	229 400	188 300	
Israël	- 9 400	93 900	84 500	- 6 900	12 900	6 000	- 34 700	332 800	298 100	- 33 400	110 900	77 500	
Italie <sup>1</sup>	m	m	m	m	m	m	- 20 900	175 200	154 300	- 36 800	125 700	88 900	
Japon	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	
Corée	- 19 100	131 100	112 000	- 8 400	14 800	6 400	- 35 500	210 700	175 200	- 27 700	32 800	5 100	
Lettonie	- 17 300	90 400	73 100	- 20 000	38 100	18 100	- 25 800	181 100	155 300	- 26 700	80 400	53 700	
Lituanie	a	a	a	a	a	a	m	m	m	m	m	m	
Luxembourg	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	
Mexique	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	
Pays-Bas <sup>2,3</sup>	- 29 500	197 200	167 700	- 28 000	126 400	98 400	- 61 900	316 800	254 900	- 72 800	317 700	244 900	
Nouvelle-Zélande	- 32 300	111 300	79 000	- 16 400	26 900	10 500	- 53 300	267 100	213 800	- 41 900	83 800	41 900	
Norvège	- 17 500	105 500	88 000	- 36 900	52 400	15 500	- 30 600	304 900	274 300	- 93 500	142 500	49 000	
Pologne <sup>2</sup>	m	m	m	m	m	m	- 27 300	287 600	260 300	- 39 800	101 100	61 300	
Portugal <sup>2</sup>	m	m	m	m	m	m	- 36 600	227 800	191 200	- 35 600	148 700	113 100	
République slovaque <sup>2</sup>	m	m	m	m	m	m	- 27 300	185 100	157 800	- 39 300	73 800	34 500	
Slovénie <sup>2</sup>	- 16 800	139 800	123 000	- 12 500	87 000	74 500	- 29 700	310 600	280 900	- 59 300	218 300	159 000	
Espagne	- 10 600	72 900	62 300	- 17 400	15 200	- 2 200	- 33 900	318 300	284 400	- 42 400	120 500	78 100	
Suède	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	
Suisse	m	m	m	m	m	m	- 81 500	394 800	313 300	- 109 700	100 900	- 8 800	
Turquie <sup>2</sup>	- 2 400	427 900	425 500	- 16 400	231 900	215 500	- 5 200	540 800	535 600	- 34 600	286 000	251 400	
Royaume-Uni	- 48 500	99 800	51 300	- 15 200	48 200	33 000	- 60 800	297 900	237 100	- 33 300	132 900	99 600	
États-Unis	- 29 000	159 400	130 400	- 29 800	55 900	26 100	- 64 400	474 200	409 800	- 66 300	215 300	149 000	
Moyenne OCDE	m	m	m	m	m	m	- 36 800	293 600	256 800	- 53 500	145 100	91 600	
Moyenne UE23	m	m	m	m	m	m	- 33 400	257 200	223 800	- 54 600	152 700	98 100	

**Remarque :** Les données se basent sur la différence entre les femmes diplômées de l'enseignement tertiaire et celles diplômées du deuxième cycle du secondaire. Les valeurs ont été arrondies à la centaine la plus proche. Les coûts directs de l'éducation n'incluent pas les prêts d'études.

En raison de changements de méthodologie, les valeurs de cette édition de *Regards sur l'éducation* ne peuvent pas être comparées à celles des éditions antérieures. Consulter les sections « Définitions » et « Méthodologie » pour de plus amples informations.

1. Année de référence : 2015.

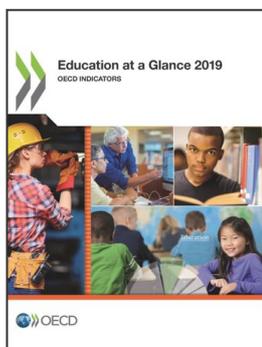
2. La probabilité que les étudiants disposent de revenus correspond au taux d'emploi issu du questionnaire LSO TRANS et non au pourcentage d'actifs rémunérés selon le questionnaire LSO relatif aux revenus.

3. Année de référence : 2014.

**Source :** OCDE (2019) Consulter la section « Source » pour tout complément d'information et l'annexe 3 pour les notes (<https://doi.org/10.1787/f8d7880d-en>).

Les symboles représentant les données manquantes et les abréviations figurent dans le Guide du lecteur.





Extrait de :  
**Education at a Glance 2019**  
OECD Indicators

Accéder à cette publication :  
<https://doi.org/10.1787/f8d7880d-en>

**Merci de citer ce chapitre comme suit :**

OCDE (2019), « Quels sont les facteurs financiers qui incitent à investir dans l'éducation ? », dans *Education at a Glance 2019 : OECD Indicators*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/330fc442-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à [rights@oecd.org](mailto:rights@oecd.org). Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) [info@copyright.com](mailto:info@copyright.com) ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) [contact@cfcopies.com](mailto:contact@cfcopies.com).